

AJ Pénal

ACTUALITÉ JURIDIQUE PÉNAL



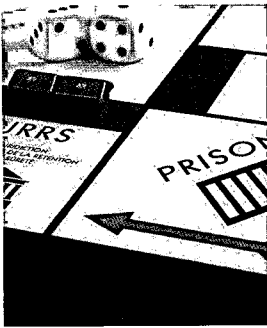
105 LES PREMIERS PLACEMENTS SOUS SURVEILLANCE DE SÛRETÉ

- 119 Le règlement amiable des contentieux consécutifs au fonctionnement des services de la justice
Claire Chabrol
- 123 La signature électronique en procédure pénale : une évolution amorcée
Sophie Sontag-Koenig
- 127 L'application de la règle *ne bis in idem* suite à une dénonciation aux fins de poursuites : une prise en compte modérée du droit de ne pas être jugé deux fois pour la même infraction
Thomas Herran

97 Éditorial

100 Au fil du mois

105 Dossier LES PREMIERS PLACEMENTS SOUS SURVEILLANCE DE SÛRETÉ



Quels droits de la défense pour la personne placée sous surveillance de sûreté ou en rétention de sûreté ?
par Virginie Bianchi106

L'audience devant la JRRS
par Gérard Lorho109

Présentation synthétique des mesures de surveillance et rétention de sûreté
par Emmanuelle Allain et Maud Léna110

L'expertise psychiatrique et l'évaluation de la dangerosité pour la JRRS rétention de sûreté
par Sophie Baron Laforet et Arianne Casanova111

« TBS », une mesure de sûreté hollandaise applicable aux condamnés présentant des troubles mentaux : un équilibre rompu ?
par Michiel van der Wolf115

119 Pratiques

Le règlement amiable des contentieux consécutifs au fonctionnement des services de la justice
par Claire Chabrol119

La signature électronique en procédure pénale : une évolution amorcée
par Sophie Sontag-Koenig123

127 Jurisprudence

ARRÊTS DU MOIS : CRIM. 23 OCTOBRE 2013, N° 13-83.499

L'application de la règle *ne bis in idem* suite à une dénonciation aux fins de poursuites : une prise en compte modérée du droit de ne pas être jugé deux fois pour la même infraction
par Thomas Herran127

Pénal général

FORCE MAJEURE

Absence de force majeure dans la panne du clignotant d'un fourgon
Crim. 6 nov. 2013, obs. Jérôme Lasserre Capdeville131

Infractions

ABUS DE CONFIANCE

Rappel éclairant de la Cour de cassation sur le domaine élargi de l'abus de confiance
Crim. 11 déc. 2013, obs. Julie Galois132

VIOLENCE INVOLONTAIRE

La loi Fauchon dénatée : quand le juge se limite à la recherche d'une faute délibérée
T. corr. Tarascon 29 oct. 2013, obs. Jean-Pierre Vial134

Infractions non intentionnelles : confirmation de l'extension du domaine de la causalité directe
Crim. 21 janv. 2014, obs. Marie-Christine Sordino135

Procédure pénale

APPEL

Constitutionnalité du droit d'appel limité des jugements correctionnels par la partie civile
Cons. const. 31 janv. 2014, obs. Caroline Lacroix136

ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE

Possibilité pour les services de police d'accéder aux parties communes librement accessibles d'un immeuble
Crim. 2 oct. 2013, obs. Jérôme Lasserre Capdeville138

GARDE À VUE

Le droit au silence n'est pas le droit de ne rien dire, mais celui de ne pas répondre à des questions
Crim. 17 déc. 2013 (2 espèces),
obs. Cédric Porteron139

INSTRUCTION PRÉPARATOIRE

Réquisitions sur les comptes bancaires d'un avocat
Cass. 17 déc. 2013,
obs. Pierre de Combes de Nayves141

PRESCRIPTION PÉNALE

Requête aux fins de désignation : la manifestation de l'intention de poursuivre du procureur interrompt la prescription
Crim. 22 janv. 2014,
obs. Jean-Baptiste Perrier142

Exécution des peines

PRISON

Référé-provision : état de santé des détenus et conditions de détention contraires à la dignité humaine
CE 6 déc. 2013,
obs. Eric Péchillon143

ABUS DE CONFIANCE	PRESCRIPTION	
	■ Dissimulation des faits.....	132
APPEL	RELAXE	
	■ Partie civile.....	136
AVOCAT	RÉQUISITIONS	
	■ Secret professionnel.....	141
ENQUÊTE	INVESTIGATION	
	■ Accès aux parties communes d'un immeuble.....	138
GARDE À VUE	NOTIFICATION DES DROITS	
	■ Droit au silence.....	139
JUGEMENT	COMPÉTENCE	
Arrêt du mois	■ Principe <i>Ne bis in idem</i>	127
JUSTICE	FONCTIONNEMENT	
Pratique	■ Indemnisation des dégradations.....	119
	SIGNATURE ÉLECTRONIQUE	
Pratique	■ procédures pénales.....	123
PEINE	EXÉCUTION	
Actualité	■ Transposition de directive.....	100
	PÉRIODE DE SÛRETÉ	
Actualité	■ Computation des délais.....	101
PRESCRIPTION PÉNALE	ACTION PUBLIQUE	
	■ Acte interruptif.....	142
SURVEILLANCE DE SÛRETÉ	PLACEMENT	
Dossier	■ Audience devant la JRRS.....	109
Dossier	■ Droits de la défense.....	106
Dossier	■ Expertise psychiatrique.....	111
Dossier	■ Modèle Néerlandais.....	115
Dossier	■ Tableau récapitulatif.....	110
PRISON	CONDITIONS DE DÉTENTION	
	■ État de santé.....	143
RESPONSABILITÉ PÉNALE	FORCE MAJEURE	
	■ Faute contraventionnelle.....	131
VIOLENCE INVOLONTAIRE	LIEN DE CAUSALITÉ	
	■ Négligence – Enseignant.....	134.
	■ Négligence – Morsure.....	135